

Éditorial

La revue *Organisations & Territoires* a le plaisir de vous offrir un dossier spécial consacré presque exclusivement aux fruits de trois colloques internationaux, portant sur l'éthique professionnelle et organisationnelle, tenus à Nancy (France) en 2015, 2016 et 2017. Une dizaine de chercheurs, d'intervenants, d'ici et d'ailleurs, se sont penchés sur diverses questions d'actualité touchant plus spécifiquement une variété de secteurs, associatif, social et médicosocial. Le texte intitulé Présentation « Dossier spécial » par le professeur Marc Jean, principal organisateur de ces colloques et madame Jacqueline Dionne-Proulx, professeure retraitée de la Télé-Université, introduit très éloquemment le résultat des travaux de leurs collègues. On remarquera qu'une étroite parenté caractérise les réformes des organisations de la santé québécoises et françaises.

Par ailleurs, vous trouverez dans la section « Espace libre » du présent numéro deux articles fort intéressants qui sont aussi en lien avec l'amélioration du bien-être collectif.

André-Anne Parent, Paule Simard, Mary Richardson et Julie Richard nous font part des résultats d'une recherche menée de 2013 à 2016 portant sur les effets de la politique nationale de la ruralité (PNR) du Québec sur la santé et le bien-être des individus et communautés. Pour les besoins de leur étude, les auteurs ont choisi d'utiliser la « Carte de la santé et de ses déterminants » du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec comme cadre conceptuel, afin d'analyser les projets et les processus initiés par les agents de développement rural (ADR). Deux stratégies de la PNR ont été étudiées : les pactes ruraux, des ententes signées entre le gouvernement du Québec et les Municipalités régionales de comté (MRC) rurales, associées à un financement géré par les MRC pour promouvoir le développement et soutenir le travail en partenariat; l'action des ADR soutenant des communautés dans la réalisation de projets.

À partir d'un compte rendu commenté de l'ouvrage de Jacques Testart, *L'humanité au pouvoir. Comment les citoyens peuvent décider du bien commun* paru en 2015, Isabel Brochu présente le postulat défendu par ce dernier selon lequel « le citoyen a la capacité de réfléchir, de débattre et d'élaborer des avis au nom de l'intérêt de l'humanité » et démontre comment il peut servir de tremplin pour la pratique d'une éthique territoriale. Pour sa démonstration, Isabel Brochu compare, à partir d'un cadre procédural (convention de citoyens) proposé par Testart, deux modèles pratiqués en sol québécois (BAPE et la concertation de parties prenantes). Au final, elle se demande si les citoyens ont vraiment le pouvoir de décider des questions qui concernent le bien commun.

On pourra prendre connaissance d'un entretien avec monsieur Ian Segers, éco-conseiller et chargé de cours à l'Université du Québec à Chicoutimi. Celui-ci nous fait part, de façon généreuse et franche, de son expérience comme praticien de l'accompagnement en éthique dans les organisations.

Enfin, deux recensions vous seront proposées, soit celle de Marc-André Morency, de l'ouvrage de Steve Keen, *Pouvons-nous éviter une autre crise financière?* paru aux Les liens qui libèrent en 2017 et celle de Martin Simard, de l'ouvrage de Jean-Marie Miossec, *Le conteneur et la nouvelle géographie des océans et des rivages de la mer. Dans le sillage de la CMA CGM* paru à L'Harmattan en 2016.

Je vous souhaite une excellente lecture !

Jeanne Simard
Directrice de la revue Organisations & Territoires